

PRÉSENTATION DU RAPPORT ▼

Économie - Finances

# France 2030 : cinq scénarios de croissance

Par

**Vincent Chriqui,**

Directeur général du Centre d'analyse stratégique

**Benoît Cœuré,**

Directeur adjoint de la Direction générale du Trésor

**Mercredi 11 mai 2011**

DOSSIER DE PRESSE

**PLUS  
D'INFOS**

sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

■ **Contact Presse :**

Jean-Michel Roullé, Responsable de la Communication

[jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr)

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37 - Port. : 06 46 55 38 38

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

# France 2030 : cinq scénarios de croissance



**Vincent Chriqui**  
Directeur général  
du Centre d'analyse  
stratégique



**Benoît Cœuré**  
Directeur adjoint  
de la Direction  
générale du Trésor

La France s'interroge sur sa croissance. Elle est, parmi les pays développés, l'un de ceux qui ont le mieux résisté à la crise, avec un repli de son produit intérieur brut limité à 2,6 % en 2009, contre 4,1 % dans la zone euro et 4,7 % en Allemagne, et cependant l'hypothèse d'un déclin durable non seulement par rapport aux économies émergentes mais aussi par rapport aux partenaires européens surplombe les débats français sur les enjeux de l'après-crise.

La France ne manque pourtant pas d'atouts. Un dynamisme démographique que confirment les dernières projections de l'INSEE, la capacité avérée d'attirer les investissements internationaux, l'excellence universitaire et des infrastructures de qualité devraient concourir à faire de la France une des plus dynamiques des économies développées. Mais l'érosion de la productivité que les statisticiens constataient dès avant la crise et les interrogations lancinantes sur notre capacité à maintenir ou renouveler nos avantages comparatifs sur les marchés mondiaux se doublent désormais de questions nouvelles sur l'impact à long terme de la crise : impact sur notre appareil productif, sur nos emplois et sur notre capacité à innover.

Aucune de ces questions n'est spécifique à la France. Elles trouvent cependant un écho particulier dans un pays soucieux de maintenir son rang de cinquième économie mondiale, qui cherche à préserver un modèle social construit pendant une période de forte croissance et dont les passifs accumulés (dette publique et engagements sociaux) ne seront honorés que si le pays parvient à *la fois* à mettre en œuvre un effort budgétaire sans précédent et à infléchir à la hausse sa croissance. Bref, la France a plus que tout autre pays besoin de croissance.

Offrir un éclairage sur la croissance potentielle est indispensable pour la conduite de la politique économique. Qu'on en juge par ces trois exemples concrets :

- ▶ *la réforme des retraites*. Le débat préalable au rendez-vous de 2010 n'aurait pu avoir lieu sans l'exercice de projection de la situation financière des régimes auquel s'est livré en avril le Conseil d'orientation des retraites (COR) sur la base d'hypothèses de croissance proposées par la Direction générale du Trésor. Selon le COR, passer de 1,9 % à 1,6 % de taux de croissance potentielle<sup>(1)</sup> en 2050 pour un même niveau du taux de chômage de 4,5 % et à perspectives démographiques inchangées ferait passer le déficit annuel des principaux régimes de retraite de 72 à 103 milliards d'euros de 2008 à cet horizon, soit encore de 1,7 à 2,6 points de PIB ;

[1] Soit 1,8 % et 1,5 % pour la productivité apparente du travail.

- ▶ *les finances publiques*. Chaque année, l'effort de maîtrise de nos finances publiques est apprécié à l'aune de l'effort *structurel* (c'est-à-dire corrigé des effets mécaniques de la conjoncture) de réduction de notre déficit public. Calculer cet effort ne serait pas possible sans formuler des hypothèses sur notre PIB potentiel ;
- ▶ *la gouvernance mondiale*. En 2010, la Chine est devenue le troisième actionnaire du Fonds monétaire international, sur la base notamment de son PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat. La France est désormais le cinquième actionnaire du FMI, à égalité avec le Royaume-Uni. Quelle sera notre taille économique relative en 2030, et donc notre poids dans la gouvernance économique mondiale ?

La croissance française devra changer de nature pour être soutenable. Comme le notait le regretté Tommaso Padoa-Schioppa<sup>(2)</sup>, "chacun se fixe pour objectif de retrouver la croissance d'avant la crise, sans se souvenir que c'est cette croissance même qui a conduit à la crise". C'est l'objectif des réformes insufflées par le G20 en matière de régulation financière et de gouvernance mondiale ; c'est aussi l'objectif du Grenelle de l'environnement et des mutations en cours des modèles de production et de consommation. Les contours de ces "nouveaux modèles de croissance" ont été explorés par le rapport du groupe de travail du Centre d'analyse stratégique qu'a présidé Daniel Cohen sur la sortie de crise<sup>(3)</sup>. Mais la croissance devra aussi être plus élevée : s'il est une option que ce rapport ne retient pas, c'est celle du renoncement à la croissance

Pour éclairer les termes de ce débat et mieux comprendre les mécanismes par lesquels se forme la croissance, il nous a semblé indispensable d'approfondir l'analyse des déterminants de la croissance potentielle de la France. Les options de politique économique joueront un rôle décisif sur cette trajectoire comme le soulignent nombre de travaux : on peut citer sur la période la plus récente les rapports de Michel Camdessus (2005), de Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen et Jean Pisani-Ferry (2007) et ceux de la commission pour la libération de la croissance française que présida Jacques Attali en 2007 puis en 2010. On peut également mentionner, au plan international, les travaux très complets de la commission sur la croissance et le développement présidée par Michael Spence (2010).

[2] Le célèbre économiste italien, considéré comme l'un des pères de la monnaie unique, ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Prodi, est décédé le 18 décembre 2010.

[3] Centre d'analyse stratégique [2009], *Sortie de crise : vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ?*, rapport du groupe de travail présidé par Daniel Cohen, Paris, La Documentation française ; [www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_Cohen.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Cohen.pdf).

L'exercice auquel nous nous sommes livrés consiste à détailler, dans un esprit analytique et sur la base d'un diagnostic partagé par le plus grand nombre au sein de la communauté des économistes, les mécanismes économiques par lesquels la croissance potentielle de la France a pu être durablement affectée par la crise ainsi que ceux par lesquels elle pourra rebondir. Cette dimension prospective est illustrée par des scénarios pour la croissance française à l'horizon 2030, que nous avons voulus en nombre limité pour bien mettre l'accent sur la nature très contrastée des trajectoires économiques possibles et sur l'importance des choix qui sont faits aujourd'hui. C'est en cela que nous entendons être utiles aux décideurs de politique économique.

On peut ironiser sur la fiabilité, voire sur la pertinence d'un exercice de projection à l'horizon 2030. La gravité de la crise incite à une grande prudence méthodologique, pour des raisons multiples que le rapport explicite : les crises financières ont en moyenne des conséquences plus fortes et plus durables que celles d'autre nature ; le caractère global de la crise pourrait renforcer ses effets ; enfin, les tendances d'avant la crise ne décrivaient pas forcément des trajectoires de croissance équilibrée. Par ailleurs, des mutations inédites comme la transition vers une économie verte se prêtent difficilement à l'extrapolation des tendances passées. Mais l'exercice n'en est pas moins indispensable.

Notons bien qu'il s'agit d'une projection et non d'une prévision. La trajectoire de croissance de la France dépendra *in fine* des chocs que subira notre économie, des politiques qui seront mises en œuvre par les gouvernements et, finalement, des décisions des entreprises et des ménages français. Mais la conviction des économistes, que nous partageons, est que les mécanismes sous-jacents, en particulier ceux de l'accumulation du capital productif et du capital humain, seront toujours les mêmes et éclairent utilement les conséquences à long terme de nos choix.

Ce sont ces enjeux de stratégie publique que ce rapport permet d'éclairer.

Nous remercions chaleureusement les membres du groupe de travail qui s'est réuni entre mai et décembre 2010. Ce rapport ne les engage pas mais il doit beaucoup à leurs analyses et à leurs contributions. Nous remercions également les équipes du Centre d'analyse stratégique et de la Direction générale du Trésor, en particulier les deux rapporteurs, Amélie Pichon et Clément Schaff.

Quelles sont les perspectives de croissance de l'économie française à long terme ? La croissance potentielle française a-t-elle été durablement affectée par la crise, et si oui, par quels mécanismes économiques pourra-t-elle rebondir ? Ce sont ces questions que ce rapport, commandé par le Premier ministre, tente d'éclairer.

Rédigé en collaboration par le Centre d'analyse stratégique et la DG Trésor, ce rapport synthétise les échanges entre les économistes de l'administration, de la banque et les universitaires qui ont eu lieu au cours des séances de travail du groupe. Il propose une réflexion en amont sur les risques et opportunités pour l'économie française à l'horizon 2030. Cinq scénarios contrastés d'évolution sont ainsi proposés afin d'illustrer les trajectoires de croissance possibles à long terme.

### ► Un impact de la crise différencié selon les économies

Le contexte actuel de sortie de crise est marqué par de nombreuses incertitudes. Le questionnement sur les perspectives de croissance à long terme se double en effet d'interrogations sur les conséquences, potentiellement durables, d'une crise qui s'est distinguée par son ampleur globale mais qui n'affecte pas tous les pays de la même façon.

À court terme, l'impact de la crise sur les économies, mesuré en pertes de niveau de production, a été variable selon les pays. La France, qui a enregistré un repli de 2,6 % seulement de son produit intérieur brut en 2009, contre 4,1 % dans la zone euro, a été l'un des pays qui a le mieux résisté à la crise. Sur le long terme, la réaction des économies sera probablement distincte aussi et dépendra de la manière dont les déterminants de la croissance potentielle auront été affectés et des choix de politique économique qui seront faits par les gouvernements dès la sortie de crise.

La trajectoire de long terme de l'économie française dépendra donc à la fois de son environnement extérieur et des facteurs de croissance fondamentaux que sont la population active et les gains de productivité.

### ► Le rôle clé du policy mix pour créer un contexte favorable à l'investissement

Dans les années à venir, le renforcement de la régulation bancaire, préfiguré par la mise en place de Bâle 3, devrait peser légèrement à la hausse sur le coût du capital, tout en garantissant des économies plus stables.

Au-delà de la réglementation financière, le rythme d'accumulation du capital en France dépendra à la fois de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans le pays et en Europe et de la trajectoire des économies émergentes et des États-Unis. Plusieurs évolutions des

conditions de financement de l'économie sont envisageables. Une hausse du coût réel du capital dans un contexte de déflation et de défiance généralisée serait défavorable aux investissements productifs, à la R & D et à la mise en œuvre de projets de grande envergure. À l'inverse, le maintien d'un coût du capital à un niveau relativement bas pourrait encourager les prises de risque inconsidérées et une mauvaise allocation du capital. Le risque est que l'investissement reste dynamique mais soit mal orienté, peu soucieux des perspectives de long terme (soutenabilité financière, soutenabilité environnementale), ce qui *in fine* pénaliserait la croissance.

L'enjeu est donc de trouver, dans chaque circonstance, un policy mix équilibré, permettant de réaliser les ajustements budgétaires nécessaires en sortie de crise tout en soutenant les efforts d'investissement favorables à une mutation des modèles de croissance. Ce policy mix nécessitera aussi une coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de la zone euro et au-delà, avec les grandes économies développées et émergentes.

### ► Des opportunités sectorielles à saisir

La France doit relever de nombreux défis dans le domaine de l'innovation et des gains de productivité. En effet, la tendance des gains de productivité globale des facteurs (PGF) semble s'infléchir depuis quelques années et les avantages comparatifs à l'exportation se réduisent, notamment en raison d'un déficit de compétitivité hors-prix des produits français. La France ne manque pourtant pas d'atouts, elle dispose d'une formation universitaire de haut niveau, d'excellentes infrastructures et attire de nombreux investissements internationaux, autant d'éléments qui peuvent être mis au service de l'innovation et stimuler les gains de productivité. Si la France veut conserver une place de premier ordre dans l'économie mondiale, elle doit renforcer ses gains de productivité et opérer une réorientation de son appareil productif.

De nombreuses opportunités sectorielles se dessinent par ailleurs en sortie de crise et offrent la possibilité de définir les contours de nouveaux modèles de croissance. Ainsi, le développement des TIC pourrait trouver un second souffle grâce aux synergies avec les domaines de la santé, de l'éducation, de la lutte contre le changement climatique, par exemple. Les évolutions de société, le vieillissement de la population et la tertiarisation de plus en plus importante de l'économie offrent également la possibilité de développement de nouveaux secteurs et produits. De même, la prise en compte – nécessaire – de la contrainte environnementale suppose des coûts à court et moyen terme mais peut engendrer des gains liés à l'innovation notamment et favoriser la croissance à long terme.

### ► Une population active plus dynamique que chez nos partenaires européens et dont l'insertion sur le marché du travail dépend des politiques qui seront menées

En dépit du vieillissement de sa population, la France bénéficie d'une démographie relativement dynamique comparée notamment à ses partenaires européens. Entre 2010 et 2030, la France devrait compter 500 000 actifs supplémentaires. Compte tenu du niveau élevé actuel du taux de chômage, la contribution du travail à la croissance potentielle dépendra aussi de l'évolution de la situation sur le marché du travail.

À court terme, la situation sur le marché du travail est détériorée dans de nombreux pays développés, avec des taux de chômage supérieurs à 9 %. Ces taux de chômage élevés masquent des modalités d'ajustement hétérogènes de l'activité et de l'emploi. Ainsi, à chute de l'activité comparable, l'ajustement s'est plutôt fait par la réduction des effectifs employés aux États-Unis et par la réduction des heures travaillées en Europe. En France, comme dans beaucoup de pays développés, l'augmentation conjoncturelle du chômage semble accélérer les mutations d'ordre structurel sur le marché du travail liées à une tertiarisation continue de l'économie, une féminisation des emplois, des besoins croissants de cadres compatibles avec une augmentation du niveau de formation mais aussi des besoins croissants d'emplois peu qualifiés dans les services.

Ainsi, même si la crise s'est accompagnée en France d'une augmentation du chômage conjoncturel plus faible qu'on ne pouvait le craindre compte tenu de la baisse de l'activité, elle risque toutefois d'ajouter une nouvelle couche à un chômage de long terme déjà relativement élevé avant crise. Des politiques susceptibles de contribuer à un retour à terme vers le plein emploi sont donc nécessaires à court-moyen terme.

### ► Cinq scénarios illustratifs des perspectives de croissance de la France à l'horizon 2030

Les perspectives d'évolution de l'environnement international et des principaux déterminants de la croissance en France suggèrent cinq scénarios d'évolution possibles :

- un scénario *Noir* de trajectoire pessimiste de l'économie française dans un contexte de déflation généralisée ;
- un scénario *Fil de l'eau* de prolongation des tendances de reprise molle qui se dessinent actuellement ;
- un scénario *Croissance non soutenable* qui matérialise, après une période de croissance relativement dynamique, les pertes associées à un assainissement seulement partiel des déséquilibres ayant conduit à la crise et à la non prise en compte de la contrainte environnementale ;
- un scénario *Croissance soutenue et soutenable* qui pointe les gains associés à la réorientation de l'appareil productif dans une perspective soucieuse de l'environnement ;
- un scénario *Croissance soutenue et soutenable et Marché du travail plus efficace* qui illustre les gains supplémentaires associés à la mise en œuvre de politiques volontaristes sur l'emploi dans le cadre du scénario de Croissance soutenue et soutenable.

Ces scénarios se traduisent par des taux de croissance moyen pour la période 2010-2030 qui vont de 1,6 % dans le scénario *Noir* à 2,3 % dans le scénario *Croissance soutenue et soutenable et Marché du travail plus efficace* ; et débouchent sur des rythmes de croissance de long terme distincts. Les créations d'emplois oscillent entre 760 000 et 1 900 000 selon les scénarios.

▶ Résumé .....	9
▶ Introduction .....	13
▶ Des incertitudes sur les conditions de financement de l'économie .....	21
1. Besoins de désendettement et risque de déflation .....	21
1.1. Des situations d'endettement très contrastées selon les pays .....	21
1.2. Bien qu'important, l'effort de désendettement ne devrait pas engendrer de déflation .....	29
2. Un risque de renchérissement du coût du capital ? .....	35
2.1. Une discrimination des risques entre États accentuée, dans un contexte de niveau général des taux d'intérêt exceptionnellement bas .....	35
2.2. Y a-t-il un risque de hausse généralisée des taux à l'échelle mondiale ? .....	40
2.3. La nouvelle régulation financière pourrait peser à la hausse sur le coût du financement .....	41
▶ Une mutation technologique et une réorientation sectorielle de l'économie française sont-elles possibles ? .....	45
1. L'impact de la crise sur les facteurs de progrès technique .....	46
1.1. Recherche, innovation et crise .....	46
1.2. Les créations et destructions d'entreprises comme source de gains de productivité ? .....	48
2. Des opportunités sectorielles en sortie de crise ? .....	50
2.1. Le potentiel inépuisé des TIC .....	52
2.2. Coûts et opportunités de l'économie verte .....	52
2.3. Des évolutions de société qui peuvent favoriser le développement de certaines activités .....	56
3. Les débouchés extérieurs peuvent soutenir la croissance à condition de redresser notre compétitivité .....	57
3.1. Une structure du commerce mondial qui évolue .....	57
3.2. Des performances à l'exportation qui reflètent un déficit de compétitivité .....	58
3.3. Une stratégie d'implantation à l'étranger qui n'est pas défavorable à l'activité et à l'emploi .....	61



▶ Les incertitudes sur le marché du travail .....	65
1. Un marché du travail qui porte l’empreinte de la crise .....	65
1.1. Des modalités d’ajustement atypiques .....	65
1.2. Des dynamiques d’emplois hétérogènes selon les secteurs .....	67
2. Des modifications structurelles sur le marché du travail qui pourraient avoir des conséquences ambiguës sur la croissance à moyen terme .....	69
2.1. Une tendance à la diminution des gains de productivité ? .....	69
2.2. Un risque d’augmentation du chômage structurel .....	70
2.3. Évolution des inégalités et croissance .....	73
▶ Des potentialités à saisir .....	77
1. Des scénarios illustratifs des perspectives de croissance de la France à l’horizon 2030 .....	77
2. Cinq scénarios de croissance à l’horizon 2030 .....	78
3. Les différentes trajectoires associées aux cinq scénarios soulignent l’importance des politiques macroéconomiques de court-moyen terme .....	81
3.1. L’importance des politiques macroéconomiques et des politiques de l’emploi .....	82
3.2. Un environnement macroéconomique stable et une réglementation prudentielle efficace sont nécessaires pour assurer une accumulation du capital soutenable à long terme .....	84
3.3. Les gains de PGF divergent selon les scénarios .....	85
3.4. Les écarts de PIB par tête en 2030 vont jusqu’à 16 % et s’inscrivent dans des environnements très différents .....	85
▶ ANNEXES	
Composition du groupe de travail “Croissance potentielle” .....	91
Bibliographie .....	93

► **Président**

**Vincent Chriqui**, directeur général du Centre d'analyse stratégique

**Benoît Coeuré**, directeur adjoint de la Direction générale du Trésor

► **Rapporteurs**

**Amélie-Charlotte Pichon**, adjointe au chef du bureau de la politique économique, Direction générale du Trésor

**Clément Schaff**, chargé de mission au département Économie Finances, Centre d'analyse stratégique

► **Membres**

**Philippe Askénazy**, directeur de recherches au CNRS, chercheur à l'École d'économie de Paris, Paris-Jourdan Sciences Economiques

**Dominique Auverlot**, chef du département Développement, Recherche, Technologie et Développement durable, Centre d'analyse stratégique

**Benoît Bellone**, Senior Economist - Quantitative Research, HALBIS Capital Management

**Agnès Bénassy**, directrice du CEPII

**Karine Berger**, Group Head - Market Management Strategy and Economic Studies, Euler Hermès

**Jean-Luc Biacabe**, directeur du pôle de Politique Économique et Financière, Direction générale adjointe des Études, de la Prospective et de l'Innovation, Chambre de commerce et d'industrie de Paris

**Didier Blanchet**, chef du Département des études économiques d'ensemble, INSEE

**Jean-Michel Boussemart**, délégué général, COE-Rexecode

**Arnaud Buissé**, sous-directeur "Diagnostics et Prévisions", Direction générale du Trésor

**Gunther Capelle-Blancard**, directeur adjoint, CEPII et université Paris-1

**Gilbert Cette**, directeur des analyses microéconomiques et structurelles, Banque de France

**Patricia Crifo**, École polytechnique

**Daniel Delalande**, ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable, et de l'Aménagement du territoire

**Hélène Durand**, chef du bureau de la Politique économique - France, Direction générale du Trésor

**Antoine d'Autume**, université Paris-1 Panthéon Sorbonne, MSE

**Anne Épaulard**, sous-directrice, Direction générale du Trésor

**Denis Ferrand**, directeur général, COE-Rexecode

**Eric Heyer**, directeur adjoint au département Analyse et Prévision, OFCE

**Marie Leclair**, chef de la Mission Analyse économique

**Mathilde Lemoine**, directrice des Études économiques et de la Stratégie marchés, HSBC France

**Hervé Le Bihan**, adjoint au chef de service Recherche, Économie et Finance, Banque de France

**John Paul Martin**, directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, OCDE

**Pierre-François Mourier**, directeur général adjoint, Centre d'analyse stratégique

**Olivier Passet**, chef du département Travail-Emploi, Centre d'analyse stratégique

**Katheline Schubert**, professeur d'économie à Paris-1, Maison des Sciences de l'Homme

**Xavier Timbeau**, directeur du département Analyse et Prévision, OFCE

**Luc Rousseau**, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCis)

**David Turner**, Head of Division macroeconomic analysis, Economics Department, OCDE

## France 2030 : cinq scénarios de croissance

Rapport disponible sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)  
(rubrique publications)



Directeur de la publication :  
Vincent Chriqui, Directeur général  
Directeur de la rédaction :  
Pierre-François Mourier,  
Directeur général adjoint

Contact presse :  
Jean-Michel Roullé, responsable  
de la Communication  
01 42 75 61 37 / 06 46 55 38 38  
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre : le Conseil d'analyse économique, le Conseil d'analyse de la société, le Conseil d'orientation pour l'emploi, le Conseil d'orientation des retraites, le Haut conseil à l'intégration.